

Première réunion du comité de suivi
pour la mise en place d'un système de cabotage maritime
Ebène, 14-15 mars 2013
Discours du Secrétaire général de la COI,
Jean-Claude de l'Estrac

Mesdames les représentantes de l'Union européenne et de
l'Agence française de développement,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité de suivi,
Chers amis de la presse,
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis pour donner suite aux recommandations
du premier atelier sur la mise en place d'un système de
cabotage maritime intra régional organisé par la Commission de
l'océan Indien, en septembre dernier. Cet atelier avait conclu à
la nécessité de ce projet.

Depuis, l'intérêt pour le projet s'est amplifié. Déjà deux Etats
membres de la COI, les Seychelles et Maurice ont formellement
indiqué leur soutien actif à la mise en œuvre du projet. Les
opérateurs régionaux, diverses institutions publiques et privées,
des associations professionnelles et sectorielles dont l'Union des
Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien et
l'Association des ports de l'océan Indien, ont également indiqué
leur soutien.

Nous sommes par ailleurs confortés par la confiance renouvelée de nos partenaires, l'Union européenne, l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale notamment. Nous les remercions de leur appui indispensable à la concrétisation de cet ambitieux projet. Nous considérons que nous avons maintenant franchi une première étape qui était celle de l'information, de la documentation et de la réflexion. Nous avons mené de nombreuses études qui toutes démontrent la nécessité d'un système de cabotage pour mieux connecter nos îles, améliorer la fréquence, la régularité et l'efficacité de nos services de transport maritime afin d'accroître la compétitivité économique de la région.

Ce projet en est un d'infrastructure, d'« infrastructure flottante » pour reprendre la très juste expression de l'Union européenne pour qualifier les liens entre différents ports d'une même région.

C'est d'ailleurs à l'Union européenne que le Secrétariat général de la COI a soumis une demande de financement pour compléter les précédents travaux, cette fois en étudiant la faisabilité financière et commerciale du projet de compagnie maritime régionale.

Notre réunion est une nouvelle étape.

Les résultats attendus sont précis ; il s'agit dans un premier temps de faire le suivi du premier atelier, de circuler les informations sur les récentes études menées, de débattre des moyens d'impliquer encore plus fortement et concrètement les partenaires potentiels, notamment les opérateurs du secteur privé.

Ensuite et surtout, il nous faudra obtenir de la part de tous nos Etats membres un engagement politique fort. L'impulsion de nos gouvernements est en effet cruciale. Leur adhésion au projet et plus encore leur implication directe est une précondition. Car seul cet engagement sera capable de rassurer les opérateurs privés. Il est déjà établi que la nouvelle compagnie ne pourra viser la rentabilité financière que dans le moyen et le long terme.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le constatez, nous sommes en train de mettre en œuvre les recommandations issues de notre atelier de septembre 2012.

En parallèle, la COI continue d'intervenir dans des domaines connexes par un appui constant au processus électoral en cours à Madagascar, par le projet de sécurité alimentaire qui réunira dans quelques jours des investisseurs pour une conférence régionale à Mahajanga, et par le programme de sécurité maritime que nous partageons avec les organisations

régionales d'Afrique orientale et australe. Tout ceci devrait nous permettre de travailler plus sereinement à la mise en place effective de notre futur système de cabotage maritime.

L'Indianocéanie ne sera pas une région utilement intégrée si ses îles, proches géographiquement, restent éloignées les unes des autres en raison des coûts élevés de transport, des faibles fréquences des liaisons maritimes, de desserte aérienne problématique. Le comité de suivi que vous formez et le plan de travail que vous allez adopter devront nous aider à surmonter ces obstacles.

La COI sait pouvoir compter sur votre plein engagement dans ce projet d'avenir. Je vous remercie de votre présence et de l'énergie que vous mettrez à suivre ce rapprochement de nos îles par la mer et le commerce.

Je vous remercie.